

ment de Varsovie, et échappa sans regret à ses turbulents amis, qui le poursuivaient l'épée à la main (1574). A leur capricieuse affection il préféra le trône héréditaire de France; il laissait le sien au hasard des élections, privilège trompeur et fatal en un siècle sans vertus. De même que la Hongrie et la Bohême étaient tombées sous le joug de la maison d'Autriche, de même la Pologne, rejetée par la France, allait devenir une dépendance de la Suède et de la Russie, et, sous prétexte de liberté intérieure, perdre à jamais son existence nationale.

CXVI. Mou, délicat, usé avant l'âge par des plaisirs excessifs, aimant la toilette plus que la chasse ou la guerre, entouré de jeunes mignons qu'il comblait de ses faveurs, Henri III était encore mieux fait que Charles IX pour être l'instrument de sa mère. Mais personne n'était plus dupe de cette politique indécise et flottante, et, las d'être joués, les deux partis aspiraient à vider eux-mêmes leur débat. Méfiants depuis la Saint-Barthélemy, les réformés recevaient sans cesse des renforts de Suisse et d'Allemagne, et en pleine paix réunissaient une armée de trente mille hommes. Un beau jour, le prince de Condé et le jeune roi de Navarre s'échappèrent de la cour, endormie par leur feinte insouciance, et allèrent se mettre à la tête de leurs anciens amis. Pour les apaiser, il fallut leur donner huit villes de sûreté, des gouvernements de province et des places dans les parlements. Cette fois, les catholiques trouvèrent que la mesure était comble. Depuis dix ans ils prodiguaient leur sang pour la défense du trône et de l'unité nationale, et c'était toujours à leurs dépens que la paix



Henri III.

s'était faite, tandis que par un seul effort ils auraient pu écraser cet ingrat et misérable pouvoir. Partout nobles, bourgeois, manants se soulèvent indignés, s'unissent par des serments solennels, et forment contre l'hérésie une ligue dont le grand Guise a conçu le plan avant de mourir. Leur but est non de renverser, mais de soutenir le roi, en le forçant une bonne fois à être franchement catho-

lique. Ils se mettront sous ses ordres du jour où il le voudra. En attendant, le jeune duc de Guise est leur chef indiqué par la force des choses (1576).

CXVII. En présence de ces deux partis vigoureux et décidés, Henri III était déconcerté. Si naguère le frivole despotisme de François I avait eu facilement raison d'un peuple uni, heureux, gâté par la prospérité, depuis lors la guerre civile avait réveillé l'esprit d'indépendance, la méfiance pour le pouvoir, le désir et le courage de faire ses af-

aires par soi-même. Les seigneurs levaient des troupes et fortifiaient leurs châteaux comme au temps de la féodalité. Les villes avaient spontanément repris leurs armes et leurs privilèges. Huguenots et catholiques réclamaient à grands cris les états généraux, et le roi lui-même sentait le besoin de consulter, au moins en apparence, la volonté nationale et d'invoquer, comme au temps des guerres des Anglais, ce remède suprême, d'ordinaire si dédaigné. Ainsi, chose singulière, la liberté semblait renaître des grandes calamités et du choc même des partis les plus violents. Déjà, à la mort de François II, Catherine de Médicis, comme jadis Anne de Beaujeu, avait assemblé les états pour confirmer sa régence, et alors, par la bouche du

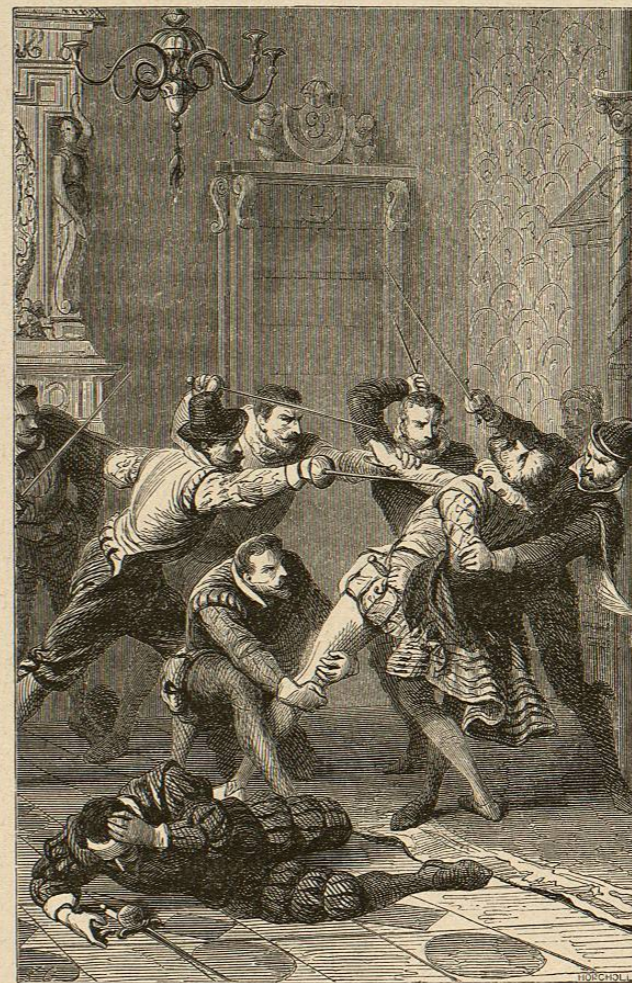
chancelier l'Hôpital, elle avait pu les bercer par de belles promesses de tolérance et de concorde. Cette fois les députés, convoqués au château de Blois, arrivèrent animés, comme le pays, du désir d'en finir. De beaucoup les plus nombreux, les catholiques avaient enfin mis en pratique l'union et la discipline de leurs adversaires, et l'avaient emporté dans les élections. D'un commun accord, les trois ordres protestèrent contre la minorité rebelle qui troublait l'État, demandèrent la restitution des places de sûreté, inmanquables foyers de guerre civile, et le rétablissement pur et simple de la religion catholique romaine.

CXVIII. Peu satisfaits de cette épreuve qu'ils ont réclamée, les huguenots font un nouvel appel aux armes et à ces bandes de Suisses, d'Allemands, d'Anglais, accoutumés à vivre en France de meurtre et de pillage. Suivant son habitude, Henri III noue des relations avec eux, et espère étouffer l'orage. Mais le temps des ruses est passé. A leur tour, les catholiques veulent des places de sûreté; n'est-ce pas justice? et Guise s'empare de Châlons-sur-Marne, de Toul, de Verdun. A leur tour les catholiques réclament le droit de se battre quand il leur plaît, et, pendant que les troupes royales restent immobiles, Guise attaque à Auneau une armée allemande parvenue jusqu'aux bords de la Loire, la défait, la poursuit jusqu'en Franche-

Comté, et fait expier aux protestants de Montbéliard les ravages et les atrocités de leurs coreligionnaires.

CXIX. Fort de ces exploits, Guise revient à Paris malgré la défense du roi. Le peuple accourt sur son passage; les femmes lui jettent des fleurs, et c'est porté par la foule

qu'il arrive au Louvre. Sa mort y était résolue; Catherine de Médicis et son digne fils Henri III avaient besoin de se défaire d'un homme si puissant, et la multitude, qui en avait le pressentiment, se pressait pleine d'anxiété à la porte du palais. Mais Guise, la main sur son épée, déconcerte ses ennemis, les laisse stupéfaits, sort sain et sauf, et rentre à son hôtel. Dans l'attente de quelque danger, les bourgeois prennent les armes. Le roi, de son côté, mande quatre mille Suisses, et place des troupes aux Innocents, à la Grève



Assassinat du duc de Guise. (P. 242.)

et sur les ponts. En quelques heures elles sont cernées par d'infranchissables retranchements; des barricades s'élèvent dans chaque rue et jusqu'aux portes du Louvre; tonneaux, pavés, chaînes, tout sert à barrer les rues étroites du vieux Paris. Un coup de feu parti du rang des Suisses est le signal du combat; l'issue n'en est pas douteuse, et Guise sera maître de Paris et du roi. Mais, au premier bruit de la mousqueterie, il sort de son hôtel, arrête le combat, fait crier vive le roi, et ramène au Louvre, à travers un peuple étonné, les troupes qui lui doivent la

vie (1588). Ainsi cet homme, que la vengeance avait un jour aveuglé, retrouvait à cette heure la modération de ses pères et leur respect inébranlable pour le trône. C'était donner un éclatant démenti aux calomnies des réformés : désintéressement d'autant plus grand qu'il y a péril à épargner un ingrat, et que d'un jour à l'autre un assassin payé pouvait le récompenser de sa générosité.

CXX. Pendant que l'ordre se rétablissait dans Paris, le roi furieux gagnait de nuit les Tuileries et la campagne, jurant de ne rentrer dans sa capitale que par la brèche. Il trouva partout les provinces en armes, les ligueurs protestant de leur fidélité, mais le sommant de se mettre à leur tête, les élections pour les états généraux se faisant avec enthousiasme dans le sens de la Ligue. Plutôt que de prendre un parti, il décida une seconde Saint-Barthélemy, cette fois dirigée contre les catholiques, réunit de nouveau les députés à Blois, y rappela le duc de Guise, le reçut comme un frère, communia avec lui, et le lendemain le fit tuer dans son palais à coups de poignard (1588). Il vint voir son cadavre, et tout tremblant : « Mon Dieu, dit-il, qu'il est grand ! encore plus que vivant. » A quelques pas de là, le frère de la victime, quoique cardinal, tombe égorgé, son fils est conduit à Amboise ; ses amis sont arrêtés et tués, les principaux membres des états généraux emprisonnés, les autres congédiés. Ainsi fut chèrement expié le meurtre de Coligny. Le malheur, poursuivant jusqu'en Angleterre la famille des Guises, semblait prendre à tâche d'anéantir leur puissance : Marie Stuart, détrônée par les réformés d'Écosse et réfugiée au foyer de sa cousine Elisabeth, était condamnée à mort par cette reine sans pitié, et portait sa tête sur l'échafaud. Catherine de Médicis ne jouit pas longtemps de la ruine de ses ennemis. Elle mourut emportant la haine de tous, laissant son fils impuissant, méprisé, et la France divisée par les plus cruels ressentiments.

CXXI. A la nouvelle du crime, Paris s'était révolté ; les autres villes suivirent cet exemple ; le pape lança ses anathèmes ; l'université, suivant les traditions du moyen âge,

proclama Henri III un tyran exécration, et déclara le peuple affranchi du serment de fidélité. Le roi se vit abandonné de ses meilleurs serviteurs, et n'eut d'autre ressource que de se jeter dans les bras des huguenots et d'accepter les secours de l'Anglaise Elisabeth. Le premier gage de cette alliance fut de reconnaître solennellement pour son successeur le roi Henri de Navarre, qui était bien par ses aïeux le premier prince du sang, mais que, comme calviniste, les états de Blois, le parlement, l'université, le pape, avaient déclaré indigne et à jamais incapable de régner. Le royaume se vit à la veille de tomber entre les mains d'un hérétique. L'exemple de Calvin, de Henri VIII, d'Elisabeth, disait assez comment ils entendaient la tolérance ; pas un État, pas une ville réformée qui n'eût persécuté, chassé, dépouillé, anéanti les catholiques. En face de ce péril, le peuple n'avait-il pas le droit de secouer le joug d'un tyran, d'un assassin ? et, grâce à une lointaine parenté, un huguenot pourrait-il occuper et souiller le trône de saint Louis ? Pour tout cœur généreux, la réponse n'était pas douteuse, et les calvinistes seuls, avec leur souplesse habituelle, prêchant hier l'indépendance des villes et le morcellement du royaume, se faisaient aujourd'hui les champions du droit divin, qui transmet en dépit de tout la couronne avec le sang.

CXXII. Mais qui mettre sur le trône ? Il n'était plus ce duc de Guise, dont l'aïeul avait détruit les hordes luthériennes, dont le père avait sauvé Metz, pris Calais, et était mort martyr de sa foi, et qui lui-même enfin, après une vie vouée à combattre l'hérésie et à chasser l'étranger, avait péri assassiné pour la défense des libertés nationales. S'il eût vécu, que de titres à l'amour, au respect, à la reconnaissance ! Pourquoi l'avoir laissé mourir ? Certes les réformés se seraient montrés moins scrupuleux, et auraient trouvé depuis longtemps juste et glorieux d'assurer le pouvoir d'un tel chef. Mais il n'était plus temps. Son frère Mayenne, lourd et impotent, n'avait pas assez d'énergie pour une pareille entreprise ; son fils Charles était prisonnier à Tours, et d'ailleurs jeune et léger de caractère. En

l'absence d'une tête puissante, d'un homme indiqué, n'allait-on pas tomber comme la Pologne dans les tiraillements du régime électif et devenir la proie, sinon des calvinistes, du moins de l'Espagnol Philippe II, qui, suivant d'un œil cruel les malheurs de la France, se flattait de devenir un jour l'arbitre de son sort et le sauveur de sa foi ? Ainsi de vains et tardifs regrets ne suffisaient pas pour ressusciter des libertés rendues impossibles par trois siècles de corruption et de servilité. Alors que tout justifiait un grand acte de volonté nationale, les bons citoyens se sentaient paralysés par les événements ; voués à d'inexprimables anxiétés, craignant de trahir leur Dieu et leur patrie, ils s'accusaient amèrement d'avoir laissé perdre de si belles occasions, ne sachant pas que la Providence les ferait triompher par leur défaite, et que la victoire même convaincrail les huguenots d'impuissance.

CXXIII. En effet, en ce siècle perverti, le succès direct des catholiques n'eût-il pas compromis leurs vertus, à peine rajeunies par l'adversité ? Rien de dangereux comme un grand rôle politique uni à une foi peu solide. Tôt ou tard, à moins d'une héroïque sainteté, les chefs se font illusion, et, prenant leurs intérêts pour leurs devoirs, arrivent à cette cruauté froide et convaincue, à ce mélange de piété apparente et d'ambition que la postérité admet chez un Calvin au service de l'erreur, mais qu'elle flétrit sans pitié dans l'orthodoxe Philippe II. Si les deux premiers Guises étaient restés à l'abri de cet odieux soupçon, leur fils Henri le Balafre avait épousé une protestante, consenti au meurtre de Coligny, savouré un dangereux encens et accepté pour la Ligue les secours de l'Espagne. Faiblissant vis-à-vis de lui-même, comment eût-il contenu cette masse croissante de gens haineux, aveugles, fanatiques, que François I avait déchainés contre les Vaudois, que Catherine de Médicis avait trouvés prêts pour la Saint-Barthélemy, et qui, sensibles à l'or et aux promesses de Philippe II, allaient encore se signaler par d'autres forfaits ? Magnifique pour d'autres, le triomphe de Guise ne l'eût donc pas été pour les catholiques. Il

était mort à temps pour sa gloire et pour la leur.

CXXIV. Or, à peine entrevues par quelques esprits supérieurs, ces grandes vérités ne pouvaient apparaître qu'à la longue. Celui même d'ailleurs qui eût regardé le triomphe du mal comme nécessaire, et prévu le bien que Dieu saurait en tirer, n'en était pas moins tenu de tout faire pour l'empêcher. Aussi les ligueurs sincères, quoique doutant du succès, étaient encore prêts à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la défense de leur foi et de leur liberté : heureuse persistance qui, sans les sauver du naufrage, devait le rendre moins cruel et réaliser leur vœu le plus cher en forçant Henri IV à redevvenir catholique. Pour le moment, profitant de la première surprise de ses adversaires, Henri III vint avec les huguenots occuper Saint-Cloud, Meudon, et assiéger Paris, où il avait juré de ne rentrer que par la brèche. Les bourgeois étaient nombreux, bien armés, jaloux de défendre leurs remparts ; timide pour l'offensive, Mayenne était décidé à mourir avec eux. Aussi le siège promettait d'être long, et devait donner aux provinces le temps d'envoyer des secours. Voué par son crime à l'exécration publique, Henri III, malgré l'élan d'un premier succès, avait donc devant lui de sérieux obstacles, et, bien loin de se réconcilier avec lui, la nation allait peut-être lui donner un successeur de son choix. Un insensé, Jacques Clément, s'exagérant le péril, et croyant que contre un pareil tyran la patrie n'avait plus d'autre salut, pénétra sous l'habit de moine dans le camp du roi, et le perça d'un couteau (1589). Ainsi périt celui qui pour défendre son trône avait eu recours à l'assassinat.

CXXV. Mieux valait succomber que de vaincre par de telles armes. Elles ne donnèrent à la Ligue, comme naguère à Henri III, qu'un semblant de victoire. Au premier moment de trouble, le roi de Navarre, abandonné de presque toute son armée, qui le croyait perdu, et réduit à dix mille hommes, dut lever le siège de Paris, attendre des secours d'Allemagne et aller en Normandie au-devant des Anglais promis par Elisabeth. Ses

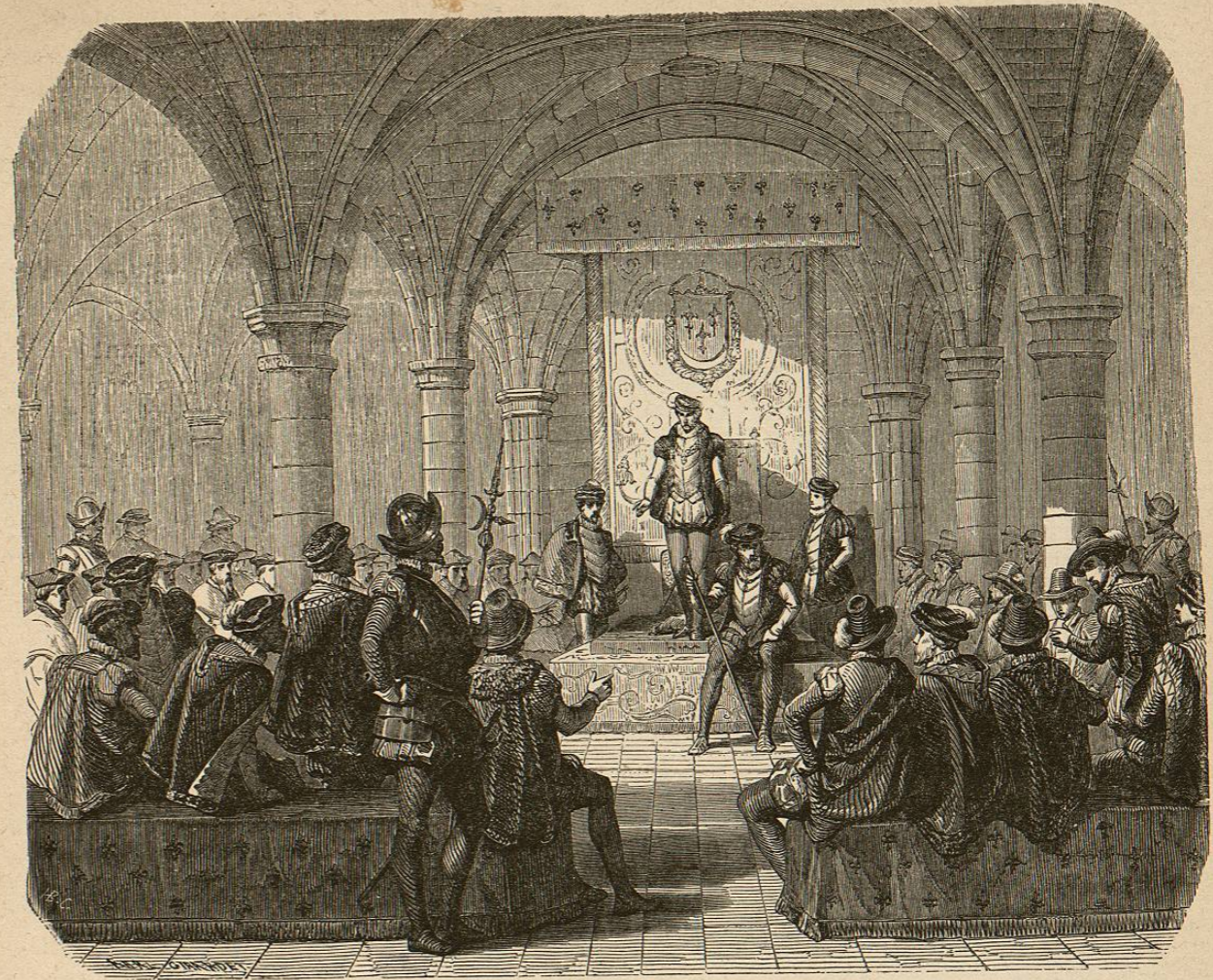
ennemis ne parlaient que de le jeter à la mer. Mais leur illusion ne devait pas être longue. Loin de les rendre plus forts, la mort du roi ne leur avait pas laissé le temps de s'entendre sur le choix d'un successeur, et les avait séparés en deux camps, les uns poursuivant leur triomphe politique par tous les moyens possibles, les autres dégoûtés des violences et de la guerre civile, et préférant la paix à tout prix. A peine dégagé, Paris fut le théâtre de cette lutte intestine. Seize ligueurs forcés s'y installent en conseil provisoire, persécutent les modérés, intimident le parlement, et imaginent de donner la couronne à Philippe II, qui seul offre assez de garanties à leur zèle sanguinaire. Incapable d'une pareille trahison, Mayenne combat de tout son pouvoir ceux qui la complotent, et, pour leur opposer la volonté nationale, convoque les états généraux. Soupçonné d'une ambition qu'il n'ose avouer et qui seule pourtant sauverait son parti, il se contente du titre de lieutenant général, et laisse la couronne à un vrai soliveau, au vieux et obscur cardinal de Bourbon, prisonnier des huguenots.

CXXXVI. Contre la Ligue, le roi de Navarre, Henri IV, a l'avantage d'être chef unique et hautement reconnu. Petit-neveu de François I, fils d'un Bourbon mort catholique au siège de Rouen, il a été calviniste par situation, mais il est avant tout Français de sang et de caractère. Élevé par une mère sans faiblesse, formé par une jeunesse périlleuse, il a de bonne heure conquis l'amour de ses soldats, et possède pour les charmer presque tous les dons de ses rivaux les Guises. Bon, généreux, humain, son cœur n'a rien de la raideur des prédicants, et son esprit, trop fin pour se laisser prendre aux réformes dont se leurre la simplicité des peuples, ne pourrait hésiter qu'entre l'incrédulité complète ou la vérité chrétienne dans sa vieille intégrité. En vain les huguenots se flattent par lui d'exercer le pouvoir et de transformer enfin leur doctrine en religion nationale. La voie de rigueurs et de supplices ouverte par les princes réformés répugne à son caractère; s'il se pique de soustraire la France à

l'inquisition et à la domination de Philippe II, ce n'est pas pour lui donner sous une autre forme un joug non moins dur. N'ayant pas trempé dans le meurtre des Guises, il est à même, non plus, comme Catherine de Médicis et comme Henri III, d'écraser les partis en les flattant, mais de les pacifier et de les réconcilier sincèrement.

CXXXVII. Cependant, renfermés derrière leurs remparts, villes et seigneurs attendaient pour qui se prononcerait le Dieu des armées. Quarante mille hommes à peine allaient décider du sort de la France; Mayenne serrait de près son adversaire en Normandie, et voyait déjà la mer où il l'enverrait rejoindre ses amis les Anglais. Forcé de vaincre ou de s'embarquer, Henri IV s'arrêta à une lieue de Dieppe, sur la colline d'Arques, résolu de combattre en désespéré. Un vieux château couronnait la position; un village aux rues escarpées en défendait l'approche; des retranchements élevés à la hâte achevaient de la rendre inabordable. Mayenne, trop confiant dans ses forces, voulut l'attaquer de front. Avec une valeur digne d'être mieux dirigée, ses soldats enlevèrent à plusieurs reprises les maisons du village; mais sur cette pente abrupte chaque pas offrait de nouveaux obstacles et coûtait des flots de sang. A la fin du jour, les ligueurs se retirèrent, décimés par un ennemi qu'ils auraient pu facilement tourner ou affamer (1589).

CXXXVIII. Pour lui, ce premier succès était d'une haute importance. Les Anglais eurent le temps d'arriver, et, inférieur en nombre, Mayenne recula jusqu'en Picardie. Henri IV marcha droit sur Paris, s'empara du faubourg Saint-Germain, et fut au moment d'entrer dans la capitale. Déjà, du haut de la tour Saint-Germain-des-Prés, il voyait les bourgeois en désordre, la multitude épouvantée, quand parut au nord l'avant-garde de Mayenne. A son tour, il fallut battre en retraite. Les ligueurs, passant, comme il arrive souvent, de la frayeur à la témérité, crièrent bientôt à la lâcheté de leur chef et le forcèrent de livrer une seconde bataille. Henri IV l'attendait plein d'une joyeuse confiance au bord de l'Eure, à Ivry. Pour servir



Séance du parlement à Tours en 1589.

d'enseigne, il mit sur son casque un grand panache blanc, et chargea le premier à la tête de ses escadrons. Les deux cavaleries se mêlèrent, et, depuis les chefs jusqu'au dernier soldat, chacun lutta d'acharnement et de courage; mais, comme à la journée d'Arques, la fortune fut favorable au roi de Navarre, et son rival repassa l'Eure affaibli des deux tiers (1590). L'un était presque à la merci des Seize et des Espagnols; l'autre venait de conquérir une gloire solide, embellie par son humanité pour les vaincus: il pouvait désormais traiter avec les catholiques sans compromettre ni leur dignité ni la sienne, et poursuivre avec honneur et indépendance sa réconciliation avec l'Église.

CXXXIX. Maître de Mantes et de Vernon, Henri IV remet le siège devant Paris. D'ardents prédicateurs essayent de ranimer le zèle du peuple et le courage des bourgeois; les

princesses de Guise elles-mêmes donnent l'exemple d'une héroïque sobriété; le roi de la Ligue, le cardinal de Bourbon, étant mort, la Sorbonne exclut à jamais du trône le roi de Navarre, et proclame martyrs ceux qui périront en combattant contre lui: vains efforts pour soutenir un fiévreux enthousiasme! Le siège dure depuis cinq mois; les vivres manquent; le peuple crie: « Pain ou paix! » A la fin Mayenne se voit contraint d'en venir à un expédient non moins fatal que le meurtre d'Henri III et d'invoquer le secours de l'étranger. Sur son appel, le superbe Farnèse arrive des Pays-Bas à la tête de quinze mille Espagnols, dégage la capitale juste assez de temps pour y laisser pénétrer quelques provisions, et puis repasse la frontière, comme pour montrer aux Parisiens qu'il ne dépend que de son maître de les laisser vivre ou mourir. En même temps, le duc de Savoie